

Le maraîchage au secours des producteurs de café et de cacao

Décus des produits d'exportation, ils veulent rendre la terre aux cultures nourricières.

Dans le Centre-Est de la Côte d'Ivoire, une des plus anciennes zones d'économie de plantation de cacao et de café actuellement en crise, on observe un important développement du maraîchage depuis que les revenus des agriculteurs ont chuté. Avec les défrichements renouvelés, la déforestation s'est accrue de même qu'une accélération des feux de brousse, des maladies des vergers et un bouleversement des conditions pluviométriques. La saturation des terres et le vieillissement des vergers ont remis en cause la reproductibilité du système. Enfin, la libéralisation des prix du café et du cacao mise en place en 1998 a entraîné de nouvelles incertitudes pour les planteurs qui cherchent à diversifier leurs sources de revenus.

C'est dans ce contexte qu'ils se sont tournés vers les cultures vivrières, surtout la tomate, pour approvisionner les marchés urbains. Jusqu'aux années 90, les migrants originaires du Nord et quelques rares femmes se spécialisaient dans cette culture. Maintenant, elle intéresse un nombre croissant de planteurs de cacao et de café.

Pour de nombreux petits planteurs en difficulté, les revenus de la tomate sont affectés aux replantations et permettent de faire face aux périodes de soudure. « *Quand on fait le cacao il n'y a plus d'argent comme avant. Il y a des problèmes... C'est pour cela que je fais de la tomate.* » Ces pratiques correspondent à une logique de gestion des risques. La majorité des producteurs cherchent à étaler les risques à l'échelle de leur exploitation et à limiter les pertes en réduisant les coûts de production. Dans cette optique, ils combinent plusieurs cultures destinées soit à la vente (tomate, cacao), soit à l'autoconsommation (vivriers) et sont amenés à mobiliser d'importantes superficies. Les pratiques des producteurs

s'inscrivent ainsi dans un mode de production à la fois extensif et intensif qui repose sur des coûts d'entretien élevés, sur la mise en valeur d'un espace important et sur des transferts de ressources entre les différentes cultures réalisées.

S'adapter grâce à la tomate ou s'appauvrir avec le cacao

Abordée comme un moyen de s'adapter à un contexte précaire, la culture de la tomate est également un moyen d'enrichissement pour certains exploitants. Le lieu d'origine et surtout l'insertion sociale dans le village conditionnent en grande partie, l'accès aux terres et à la main d'œuvre. Les autochtones ainsi que les étrangers et les allochtones, nés ou installés depuis longtemps dans le village, font appel à leurs réseaux de relations pour obtenir des terres et sont disposés à s'investir en temps et en argent dans ce produit.

Ceux qui s'inscrivent dans une stratégie d'intensification et de spécialisation maximisent leur revenu à l'hectare par une disponibilité sécurisée en eau, en terre et en main d'œuvre. C'est le cas de Félix qui a investi dans une motopompe et de Pierre qui produit plus de six tonnes de tomates par saison. La tomate représente une activité ponctuelle et d'appoint pour les plus jeunes et les nouveaux migrants, mais aussi pour les femmes en position d'infériorité sur les plantations de cacao et dont le travail est faiblement rémunéré. Les revenus obtenus permettent aux plus démunis de faire face à leurs besoins prioritaires ou de s'affranchir de la tutelle d'un aîné : « *Ca fait quatre ans que je gère les plantations de mon père ; je lui remets l'argent des plantations et il me donne un peu ainsi qu'aux enfants de ma mère. Mon père ne peut pas me donner de terre mais maintenant ça*



Hervé Dez - CIRIC

m'est égal car la tomate me rapporte plus. C'est pas rentable pour moi de travailler sur les terres de mon père. »

Bien que très peu de femmes se consacrent à la tomate, souvent par manque de moyens nécessaires au démarrage de l'activité, un certain nombre d'entre elles arrivent à accroître sensiblement leur pouvoir d'achat, élargissant ainsi leur champ de pouvoir au sein de la famille. « *Au départ c'est mon mari qui voulait que je le fasse et j'ai accepté car si je ne travaille pas, on n'aurait pas eu assez pour vivre. Une femme qui travaille et qui gagne de l'argent s'impose plus dans la famille, elle a plus de pouvoir. Elle peut même construire si elle veut.* » ■

Laurence Tujague,
doctorante Laboratoire
Dynamiques Rurales
Université de Toulouse le Mirail